

L'AFRIQUE ET LA CRISE FINANCIERE

Organisé sur le thème : «L'Afrique et la crise financière : un plan d'actions», l'événement de deux jours a été officiellement ouvert par le Président du Sénégal, **S.E.M. ABDOULAYE WADE**, dans le cadre des 44^{ième} Assemblées annuelles du groupe de la BAD et du 35^{ème} Conseil des Gouverneurs du Fonds Africain de Développement (FAD) à Dakar (SENEGAL), du 10 au 14 Mai 2009.

Etaient présents le Président du Burkina, **S.E.M. BLAISE COMPAORE**, le Vice-Président du Ghana, **S.E.M. JOHN DRAMANI MAHAMA**, le Président de la Commission de l'Union Africaine, **M. JEAN PING**, le Président de la Banque Africaine de Développement, **M. DONALD KABERUKA**, et le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), **M. ABOULIE JANNEH**.

Près de 2000 délégués, incluant des gouverneurs (Ministres des finances/économie), représentant 78 pays membres du Groupe de la BAD, ainsi que des chefs d'agences multilatérales de développement, de représentants de la société civile, d'ONG et de représentants du monde des affaires ont participé aux assemblées, la plus importante rencontre annuelle du milieu financier en Afrique.

Le Président **Kaberuka** a prononcé un discours dans lequel il a passé en revue l'évolution de la situation économique en Afrique des 40 dernières années, caractérisée par des cycles courts de période de croissance, suivie de longues années de stagnation, en bonne partie le résultat de facteurs internes dues à une mauvaise gouvernance économique et de chocs externes. Il a constaté la faible intégration de l'Afrique et son poids relativement faible dans le commerce mondial.

Il a rappelé que contrairement aux autres périodes difficiles que le continent a connu, les causes de la crise financière actuelle ont été externes et a mentionné que les impacts de la crise qui succèdent à la crise alimentaire et la crise énergétique seraient dévastatrices pour les économies africaines et entraîneront des pertes d'emplois, la fermeture d'entreprises, d'usines, de mines, entre autres. Ainsi, le Président a considéré que la crise entraînerait (i) une diminution du commerce, (ii) des déficits croissants, (iii) une réduction des IDE et (IVE) des difficultés supplémentaires pour les pays régionaux dans la réalisation des OMD.

Il a également rappelé les aspirations d'un continent qui a travaillé fort ces dernières décennies, notamment sur les réformes économiques pour stimuler la croissance du revenu national brut et la porter à une croissance de plus de 7%. Ces efforts ont été affectés par les conséquences de la crise financière. Ce qui a pris une décennie à être construit est aujourd'hui remise en cause de manière brutale en peu de temps. Selon toutes probabilités, quand l'économie reprendra, la reprise sera plus faible », a dit le Président de la BAD.

Malgré ce triste panorama, il y a lieu d'être optimiste par rapport aux perspectives à long terme de l'Afrique, si les efforts requis sont déployés pour limiter les dégâts et préparer la reprise de la croissance ; tous les pays sont affectés mais tout le monde s'est mis ensemble pour trouver des solutions. L'Afrique, dès lors, veut faire partie de

cette réponse coordonnée à une crise dont elle n'est pas responsable, mais dont elle sait qu'elle a un rôle crucial à jouer pour y faire face.

Le Président de la BAD a rappelé les efforts entrepris par la BAD pour permettre aux pays membres d'affronter la crise, et ce dès son déclenchement. Il a indiqué avoir mis en place un comité de surveillance pour suivre l'évolution de la crise, organisant à Tunis une conférence ministérielle pour examiner les différents enjeux de la crise et instaurant un « comité des dix » qui a fourni des intrants aux décisions prises lors du récent Sommet du G20 à Londres.

Il a mentionné l'initiative prise par la BAD et six autres institutions financières internationales de mettre à la disposition des membres régionaux un budget de 15 milliards \$US pour promouvoir le commerce et renforcer le secteur financier africain comme exemple probant du type d'initiatives qui doivent être prises pour aider le continent à affronter la crise financière. La Banque a aussi accru ses opérations dans le domaine des infrastructures, le secteur privé, les Etats fragiles, les pays à faible et à revenu intermédiaire, en lien avec sa Stratégie à moyen terme 2008-2012.

Il a salué la décision du G20, qui a confirmé le besoin de réévaluer les exigences de financement de la Banque Africaine de Développement et des autres banques multilatérales, ceci pour leur permettre de mieux jouer leur rôle dans le contexte actuel. Il s'est aussi félicité de la pertinence de revoir les options en vue de la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD).

Rappelant que l'Afrique a de beaux jours devant elle, M. Kaberuka a insisté sur les tâches incombant à la BAD en (i) protégeant les acquis tout en poursuivant les réformes économiques, (ii) limitant les dommages de la crise (iii) développant les mécanismes d'intervention rapides, (iv) favorisant l'intégration régionale et continentale et (v) en faisant l'équilibre entre la réponse à apporter à court terme et les objectifs à long terme de transformation économique. C'est ce que la Banque Africaine de Développement entend poursuivre, avec votre soutien », a-t-il mentionné. Il a conclu sur le défi que constituait la crise sur le court terme ainsi que sur les opportunités pour les économies sur le moyen et le long terme.

Pour sa part, le Président du Sénégal, **S.E.M. Abdoulaye Wade**, hôte de l'événement, a en premier lieu précisé que la crise constituait une crise de gouvernance mondiale. Il a mentionné que si les crises naissaient en Occident, elles pouvaient trouver leurs solutions en Afrique car le continent Africain est un continent vierge regorgeant de capacités et de ressources naturelles et humaines. Il a de surcroît précisé que l'Afrique pouvait solutionner ses problèmes à long terme en intégrant ses économies pour leur donner plus d'autonomie en visant un développement plus durable.

Il a offert quelques pistes de réflexion à l'Assemblée afin d'accroître les financements pour les infrastructures nécessaires au développement de l'Afrique. Il a indiqué avoir publié les grandes lignes de son intervention dans un article dans Le Monde.

Le Président sénégalais a précisé que le système des quotas du FMI devrait être révisé et assoupli en augmentant la part des DTS pour les pays émergents et les pays pauvres. Il a appelé à une Africanisation de la Banque mondiale ainsi qu'à une décentralisation des centres de décision au niveau local. Il a exhorté à la constitution de groupes de travail sur les différents aspects de la crise et a félicité la CEA pour la

réflexion menée sur la position de l'Afrique face à la crise Il a enfin souhaité une multiplication des mécanismes de financements avec entre autres :

- Une émission de bons du trésor Africain garantie par des Pays développés ;
- L'émission de bons du trésor Africain mutuellement garantie pour le financement des Infrastructures ;
- La constitution d'un consortium africain pour l'électricité ;
- La Subvention des produits agricoles africains par les pays développés ;
- L'utilisation des ressources de l'UEMOA placée à l'extérieur.

« L'Afrique ne doit pas être abandonnée. Sa jeunesse ne doit pas baisser la garde, mais doit continuer à travailler et regarder l'avenir avec confiance et espoir », a-t-il dit. Le Président du Sénégal a aussi félicité le président de la BAD pour « l'énergie et le dynamisme insufflés aux activités de la Banque ».

Pour sa part, le **Président COMPAORE** du Burkina a souligné que cette crise offrait une opportunité pour dresser un diagnostic pour les économies africaines et le système de la coopération au développement. En effet, il est incontournable que dans le règlement de cette crise mondiale, il faudra associer les ays émergents et le dernier Sommet du G20 est un premier pas.

Il a insisté pour que la BAD s'attelle davantage à mobiliser des ressources et accompagner les efforts d'intégration économique régionale.

Par ailleurs, il a préconisé que les pays africains se dotent à travers la BAD un mécanisme de suivi du Plan d'actions pour le règlement de la crise financière internationale.

Dan son intervention, le Président de la Commission de l'Union Africaine, **M. Jean Ping**, a dit que l'Afrique affronte des défis historiques. Il a rappelé les efforts déployés par son organisation en coopération avec la BAD et l'UNECA pour affronter les défis posés par la crise financière, et a demandé aux partenaires de l'Afrique de respecter les engagements pris pour le développement de l'Afrique.

Durant cette conférence, les thèmes évoqués par les participants ont principalement concernés la (i) pérennisation des acquis réalisés ces dernières années, (ii) la stabilisation macroéconomique afin de confirmer les succès antérieurs et le développement des Infrastructures. (iii) tirer profit des enseignements passés et des stratégies mises en œuvre lors des crises antérieures pour se projeter dans l'avenir, (CV) mettre en place un nouveau partenariat mondial, (v) renforcer le développement des infrastructures en Afrique à travers l'intégration régionale voir continentale, (VI) renforcer le développement du secteur financier en Afrique.